

président, je n'ai pas encore reçu de rapport définitif à ce sujet. Les fonctionnaires de mon ministère, ainsi que ceux du bureau de l'Auditeur général, sont présentement dans la réserve. Ils doivent me présenter un rapport bientôt, mais ils n'ont pas encore terminé leur enquête.

[Traduction]

M. Baldwin: Une autre question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Comme, selon l'une des accusations, des fonctionnaires du ministère auraient persuadé les conseils des bandes de signer des formules de résolutions et les auraient par la suite, bien à tort, remplies à leur gré, le ministre ne ferait-il pas en sorte qu'un comité parlementaire enquête sur la question?

[Français]

L'hon. M. Chrétien: Monsieur le président, avant de prendre quelque décision que ce soit à ce sujet, j'attends d'avoir pris connaissance du rapport des fonctionnaires de mon ministère, qui doivent étudier cet aspect de la question.

LES RELATIONS OUVRIÈRES

LA MENACE DE GRÈVE DES EMPLOYÉES DE LA BELL CANADA

[Traduction]

M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre du Travail. Quelles mesures son ministère prend-il pour tenter d'empêcher la grève des employées de la Bell Canada au Québec et en Ontario?

L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, il y a bien des mesures à prendre avant que la grève n'ait lieu. Par exemple, il y a l'intervention de la commission de conciliation. J'ai bon espoir que les employées de la Bell ne déclareront pas la grève.

M. Muir (Cape Breton-The Sydneys): Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre a fait allusion à la commission de conciliation. Étant donné que le service de téléphone semble ralentir sérieusement, quand prendra-t-on la décision de nommer une commission de conciliation?

L'hon. M. Mackasey: Aussitôt que possible, monsieur l'Orateur. Le député sait que les deux parties ont le droit de nommer des représentants au sein de la commission; j'attends de leurs nouvelles. La dernière que j'aie reçue me permettait d'espérer qu'on en viendrait à un règlement avant qu'il ne soit nécessaire de déclarer la grève.

[L'hon. M. Chrétien.]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE PROJET D'IMPOSITION D'UNE TAXE INTERNATIONALE AU PROFIT DE L'ONU

M. Bruce Howard (Okanagan Boundary): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le gouvernement est-il sympathique à l'application proposée par les Nations Unies d'une taxe de vente internationale de $\frac{1}{2}$ p. 100, pour l'aide au développement, sur certains articles de luxe au Canada?

M. l'Orateur: A l'ordre. Je doute que la question soit recevable. Je ne suis pas sûr qu'elle soit urgente, mais le ministre voudra peut-être y répondre brièvement.

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, le gouvernement canadien éprouve assez de difficulté à imposer des taxes au Canada...

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Sharp: ...tout comme d'ailleurs tous les gouvernements antérieurs, qu'il me semble très difficile que tous les pays acceptent l'imposition d'une nouvelle taxe par un gouvernement mondial.

LA FISCALITÉ

LE LIVRE BLANC—LES MODIFICATIONS ET LA PRÉSENTATION DU BUDGET

M. A. D. Hales (Wellington): Monsieur l'Orateur, le ministre des Finances nous dirait-il s'il a l'intention d'annoncer des changements ou modifications au Livre blanc sur les nouvelles propositions fiscales, avant la présentation du budget le 12 mars?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, mon honorable ami devra attendre pour savoir ce qui en est.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LES RÉFUGIÉS

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, qui se rappellera sans doute que je lui en ai donné préavis. A-t-il examiné la requête faite récemment par le ministre des Affaires étrangères d'Israël dans un de ses discours, au sujet de la tenue d'une conférence internationale sur les réfugiés, et le